

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGTIÈME SESSION

Documents officiels



**PREMIÈRE COMMISSION, 1385^e
SÉANCE**

Jeudi 25 novembre 1965,
à 10 h 50

NEW YORK

SOMMAIRE

Point 30 de l'ordre du jour:

*Nécessité de suspendre d'urgence les essais
nucléaires et thermonucléaires: rapports de
la Conférence du Comité des dix-huit puis-
sances sur le désarmement (suite)
Discussion générale (suite) 183*

Président: M. Károly CSATORDAY (Hongrie).

POINT 30 DE L'ORDRE DU JOUR

Nécessité de suspendre d'urgence les essais nucléaires et thermonucléaires: rapports de la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement (suite) [A/5731-DC/209, A/5986-DC/227; A/C.1/L.345]

DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. ASTROM (Suède) dit que l'heureuse issue à laquelle ont abouti les débats sur les deux premiers points de l'ordre du jour devrait encourager la Première Commission à redoubler d'efforts. Le Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, signé à Moscou le 5 août 1963, a marqué un grand pas vers une interdiction totale des essais nucléaires et un fort courant d'opinion, dans le monde, n'a cessé depuis lors de réclamer qu'il soit complété par des mesures garantissant également la cessation des essais souterrains. La voie vers un véritable désarmement nucléaire, en tant que partie du désarmement général et complet, serait alors ouverte. Il ne faut pas croire que l'Assemblée générale puisse éliminer les difficultés qui subsistent au cours de la présente session, mais, en exprimant fermement les vœux que leur dicte une inquiétude sincère, les Etats Membres faciliteront les négociations, qui devraient être reprises dans un très proche avenir. C'est dans cet esprit qu'a été élaboré le projet de résolution A/C.1/L.345, que la délégation suédoise présente au nom de ses auteurs.

2. La position fondamentale du Gouvernement suédois est que les essais d'armes nucléaires devraient cesser immédiatement, quel que soit le pays ou le milieu dans lequel ils sont effectués. La Suède, qui a signé le traité de 1963, le considère comme une première mesure, incomplète, sur la voie du désarmement nucléaire. C'est aux puissances nucléaires qu'il appartient de faire de véritables sacrifices pour prouver que le cercle vicieux de la course aux armements nucléaires peut être rompu et qu'il est bien dans leur

propre intérêt, comme elles le déclarent, de mettre fin à cette course effrayante. Il est également tout à fait justifié de s'attendre à de véritables sacrifices de la part des puissances non nucléaires. Des premières mesures à prendre, la plus logique semble être la conclusion d'un traité d'interdiction totale des essais, qui serait accompagné ou suivi d'arrangements visant plus particulièrement à prévenir la dissémination des armes nucléaires et à limiter les possibilités de production déjà existantes. Ceci constituerait une méthode équilibrée comportant des sacrifices mutuels. Il est donc naturel que la Suède considère comme essentiel l'alinéa du préambule du projet de résolution qui appelle l'attention sur l'importance cruciale de l'interdiction complète des essais nucléaires pour la question de la non-prolifération des armes nucléaires. Si cette interdiction était universellement respectée, ce serait en fait le meilleur moyen de faire obstacle à la prolifération pour le moment.

3. Le perfectionnement des techniques de détection et d'identification contribuera, bien entendu, dans une très grande mesure, au succès des négociations et facilitera la mise au point des clauses d'un traité d'interdiction totale, comme cela a déjà été le cas pour le traité d'interdiction partielle. La Suède est convaincue que les techniques de détection et d'identification ont maintenant atteint un degré de perfectionnement tel qu'elles réduisent au minimum les dangers politiques que pourrait comporter une interdiction immédiate des essais souterrains. Il serait heureux, en outre, que les pays qui soutiennent que les techniques déjà existantes donnent des possibilités d'identification satisfaisantes offrent de contribuer à l'établissement d'un système de surveillance international. Toutefois, même s'il n'est pas possible d'obtenir d'ores et déjà des garanties de vérification sans défaut, que ce soit par des observations sismologiques ou par d'autres moyens, cela ne devrait pas retarder pour autant l'élaboration et l'acceptation d'un traité d'interdiction totale. On peut en effet considérer que l'ultime sanction contre la violation d'un accord de cette nature est que la partie qui estime que ses intérêts nationaux supérieurs sont menacés se retire de l'accord. Tout Etat partie au traité qui soupçonnerait qu'un phénomène non identifié pourrait être un essai nucléaire souterrain et dont la demande de clarification et de vérification serait rejetée ou recevrait une réponse que les milieux scientifiques internationaux jugeraient peu satisfaisante serait en effet en droit de reconsidérer sa participation à l'accord.

4. On entend souvent dire qu'aucun progrès réel ne pourra être réalisé tant que l'atmosphère politique entre les puissances nucléaires ne sera pas assainie, ce qui n'est pas entièrement faux dans la mesure où

ce ne sont pas les difficultés d'ordre technique mais l'absence de volonté politique qui empêchent la conclusion d'un accord, mais il ne faut pas considérer l'atmosphère politique comme un objet immuable, car elle est créée par des hommes qui sont responsables du sort de leur pays et, en définitive, de la survie de l'humanité. La délégation suédoise estime donc que les objections relatives à l'atmosphère politique ne doivent pas empêcher les puissances non nucléaires de réclamer la conclusion rapide d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires. C'est leur droit et leur devoir de souligner que, quels que soient les avantages militaires que peut procurer la continuation des essais souterrains, les dangers politiques qu'il y a à ne pas conclure d'accord l'emportent de loin sur les risques qu'un accord pourrait comporter. Il est à espérer que la raison et les intérêts nationaux bien conçus serviront de guide aux négociations.

5. M. KISSELEV (République socialiste soviétique de Biélorussie) rappelle qu'il est bien connu que l'Union soviétique est pour l'interdiction totale des essais d'armes nucléaires et pour l'extension des clauses du traité d'interdiction partielle aux essais souterrains. L'interdiction de ces essais peut être effectivement contrôlée, comme les études scientifiques l'ont confirmé, par des moyens nationaux de détection et de contrôle et ne requiert donc aucune inspection internationale: le Gouvernement soviétique s'est déclaré disposé, dans son mémoire du 28 janvier 1946^{1/}, à conclure immédiatement un traité sur cette base.

6. La délégation biélorussienne estime qu'il est nécessaire de conclure immédiatement un accord relatif à l'interdiction des essais souterrains d'armes nucléaires qui serait fondé sur la mise en œuvre de moyens de contrôle nationaux. Les techniques actuelles de détection des explosions sont telles, de l'avis des spécialistes, qu'un pays peut, par ses seuls moyens, déterminer le lieu et la nature d'une explosion sans qu'aucune inspection sur place soit nécessaire. Les sismologues sont unanimes à dire qu'on peut difficilement confondre les chocs courts et violents provoqués par une explosion nucléaire et les vibrations sensiblement plus longues de l'écorce terrestre causées par un fort séisme. Les progrès de la science renforcent donc la position de l'Union soviétique.

7. Le Gouvernement des Etats-Unis, pour sa part, refuse de tenir compte de l'opinion de tous les hommes de science du monde. Il insiste pour que soit mis au point un système de contrôle et d'inspection pour détecter sur place les phénomènes sismiques et en préciser la nature, ce qui empêche une extension des dispositions du traité d'interdiction partielle. Sans cette exigence, la question des essais nucléaires souterrains serait déjà réglée. Pourquoi les Etats-Unis exigent-ils des inspections sur place par des équipes étrangères? Apparemment, pour la recherche, à leur profit, de renseignements sur le territoire de l'Union soviétique.

8. A la Commission du désarmement, où les problèmes que pose l'interdiction totale des essais nucléaires ont été examinés, les positions des principaux groupes d'Etats n'ont pas changé. Les pays neutres d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine réclament l'extension du traité. L'Union soviétique, la RSS de Biélorussie et les autres pays socialistes se prononcent pour l'interdiction des essais souterrains sur la base de systèmes nationaux de détection. Les puissances occidentales, particulièrement les Etats-Unis, tout en feignant d'être en faveur de l'interdiction de ces essais, continuent d'exiger la création d'un système de contrôle international. La discussion en est là. Si la question n'est pas encore réglée, la faute en est d'abord aux puissances occidentales, particulièrement aux Etats-Unis et à leur attitude négative.

9. L'essentiel pour l'humanité, actuellement, est de prévenir la guerre thermonucléaire et d'assurer la coexistence pacifique. Les pays socialistes luttent effectivement pour l'interdiction des essais d'armes nucléaires, contre la dissémination de ces armes, pour la création de zones dénucléarisées et pour l'interdiction d'utiliser des territoires étrangers aux fins d'installation d'armes nucléaires, bref, pour la cause du désarmement général et complet.

10. Depuis la signature du traité d'interdiction partielle, les Etats-Unis et le Royaume-Uni ont procédé, officiellement, à plus de 50 explosions nucléaires souterraines mais, en fait, ils en ont réalisé environ 150. Selon le *U.S. News and World Report* du 24 mai 1965, 496 explosions nucléaires ont eu lieu depuis l'invention de la bombe atomique.

11. La RSS de Biélorussie s'est toujours prononcée pour l'extension du traité d'interdiction partielle de manière qu'il s'applique également aux essais souterrains. Elle appuie résolument la position de l'Union soviétique qui estime suffisants des moyens de contrôle nationaux. Les événements des dernières années ont confirmé la validité des principes sur lesquels repose le traité, notamment ceux qui se rapportent au contrôle, comme le prouve le fait incontestable qu'un nombre de plus en plus grand d'Etats exigent l'interdiction des essais nucléaires souterrains conformément à ces principes.

12. Il est indispensable de conclure le plus rapidement possible un accord à cet effet, sur la base du recours à des systèmes nationaux de détection et de contrôle, selon les propositions soviétiques. De nombreuses délégations ont déclaré, à juste titre, à maintes reprises à la Première Commission, notamment lors du débat sur la non-prolifération des armes nucléaires, que l'interdiction totale des essais empêcherait la dissémination nucléaire. Malheureusement cette interdiction, si elle était déjà effective, ne ferait pas disparaître totalement le risque de prolifération des armes nucléaires, car plusieurs puissances occidentales, dont les Etats-Unis, n'ont pas encore abandonné leur plan visant à créer une force nucléaire multilatérale de l'OTAN, principal obstacle à la solution de plusieurs graves problèmes internationaux.

13. Il apparaît que les puissances occidentales ne veulent pas l'interdiction des essais dans tous les milieux, non pas, comme le représentant du Royaume-

^{1/} Voir Documents officiels de la Commission du désarmement, Supplément de janvier à décembre 1964, document DC/209, annexe I, sect. E (ENDC/123).

Uni l'a affirmé, pour des raisons techniques, mais faute d'une décision politique et du réalisme nécessaires.

14. L'Union soviétique a rappelé (1382ème séance) qu'afin de progresser vers le but recherché elle était prête à appuyer les propositions faites par le représentant de la République arabe unie le 17 août 1965 à la 224ème séance du Comité des dix-huit puissances. Quant à ses propres propositions réitérées, le monde entier y a vu la manifestation d'un désir de régler des problèmes difficiles par des concessions mutuelles raisonnables. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni, en revanche, n'ont pas montré le moindre désir de coopération dans le passé. Et aujourd'hui les Etats-Unis, qui veulent doter de l'arme nucléaire les revanchards de l'Allemagne et l'Ouest veulent perfectionner leurs armes et cherchent tous les prétextes pour différer un règlement ou n'y pas participer.

15. La délégation biélorussienne, s'inspirant des principes de la coexistence pacifique de tous les Etats et désireuse de prévenir une guerre mondiale thermonucléaire, est, comme les autres pays socialistes, résolument et logiquement pour le désarmement général et complet, pour l'interdiction des essais d'armes nucléaires et pour l'interdiction pure et simple de ces armes. M. Kisselev exprime l'espoir que les puissances occidentales finiront par faire preuve de la même bonne volonté afin que soit conclu un accord que tous les peuples épris de paix attendent impatiemment.

16. M. BELAUNDE (Pérou) dit que la concurrence nucléaire est sans doute l'un des phénomènes les plus tristes de l'histoire de l'humanité. Le grand philosophe anglais John Stuart Mill, déjà pessimiste et presque manichéen au XIXème siècle, croirait sûrement au triomphe du mal s'il revenait aujourd'hui sur terre. Néanmoins, si tous les peuples du monde s'unissent pour lancer aux grandes puissances un avertissement sincère et respectueux, il se peut que le traité d'interdiction partielle soit complété: il y a déjà des indices favorables. En 1955, les participants à la Conférence des pays d'Afrique et d'Asie tenue à Bandoung ont adopté à l'unanimité une résolution demandant la cessation complète des essais d'armes nucléaires, comme l'avait également demandé Sa Sainteté le pape Pie XII. Par la suite, sous la pression de l'opinion publique, un moratoire nucléaire est intervenu, mais il a été rompu et la réaction de l'opinion publique ainsi que l'effet produit par la crise de Cuba ont facilité la conclusion du traité. Celui-ci laisse néanmoins subsister des causes de méfiance qui menacent d'avoir des répercussions néfastes sur son application même. D'autre part, un traité d'interdiction totale des essais nucléaires constitue pour les pays non nucléaires la seule compensation des privilèges que procure le traité de non-prolifération aux pays nucléaires.

17. La Première Commission doit se prononcer sans attendre pour l'interdiction absolue des essais d'armes nucléaires, non seulement pour éliminer tout ce qui pourrait mettre en danger le traité d'interdiction partielle, mais comme conséquence logique de la mesure qu'elle a déjà prise en matière de non-prolifération des armes nucléaires et afin d'ouvrir

la voie à la réduction des stocks d'armes nucléaires et à la diminution de la production de ces armes. M. Belaúnde félicite les Etats-Unis d'avoir proposé une destruction progressive des armes nucléaires en vue d'utiliser à des fins pacifiques les matières fissiles ainsi obtenues. D'aucuns prétendent qu'une interdiction totale des essais nucléaires, étendue aux essais souterrains, serait injuste pour certaines puissances qui sont sur le point de parvenir à une capacité nucléaire élevée. Ce raisonnement ne peut être pris en considération. En effet, si on se place strictement du point de vue de l'humanité, l'essentiel est d'empêcher coûte que coûte que les risques de conflit nucléaire augmentent. Or, il deviendrait difficile de maintenir l'équilibre des forces si le nombre des puissances nucléaires augmentait. Il faut donc avant tout écarter le danger; ce n'est pas être injuste ni manquer de loyauté envers les pays en passe de devenir de grandes puissances nucléaires.

18. La question des garanties dont doit être assorti tout traité a déjà été traitée par le représentant de la Suède. Il est vraisemblable que les progrès de la science permettent maintenant d'appliquer aux essais souterrains les techniques de détection qui ont rendu possible la conclusion du traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans les trois autres milieux, et toute découverte faite en Union soviétique permettant de détecter les explosions souterraines par des moyens nationaux sera sans aucun doute communiquée aux savants des Etats-Unis. Une puissance nucléaire qui signe un traité d'interdiction totale en faisant confiance à l'autre puissance nucléaire, bien qu'elle n'ayant pas elle-même tous les moyens de détecter une violation du traité, aura le droit de demander à cette autre puissance, en cas d'explosion non identifiée, qu'elle accepte une vérification de la part d'un organe international. Ce n'est pas l'une des parties qui procédera à la vérification — car M. Belaúnde veut écarter d'emblée toute allégation relative à l'espionnage — mais bien des savants impartiaux appartenant à des pays non alignés. Le refus d'une puissance de se soumettre à la vérification demandée la mettrait dans une situation délicate et il est peu probable qu'elle refuserait une vérification qui prouverait son innocence et ne lui ferait courir aucun danger du point de vue politique.

19. M. Belaúnde fait appel à toutes les délégations pour qu'elles assument les responsabilités qui sont les leurs et fassent tout ce qui est en leur pouvoir pour arrêter sans plus attendre la concurrence nucléaire en adoptant à l'unanimité le projet de résolution (A/C.1/L.345).

20. M. CORNER (Nouvelle-Zélande) rappelle que la conclusion en 1963 du traité d'interdiction partielle des essais d'armes nucléaires avait été accueillie avec soulagement, certes, mais aussi avec le sentiment qu'il s'agissait moins d'une victoire que d'un sursis, et que la protection offerte par ce traité tendrait à s'effriter s'il n'était pas renforcé par d'autres mesures connexes. Comme aucun progrès n'est intervenu depuis 1963, telle est bien la situation à l'heure actuelle; de plus, en deux circonstances importantes, le traité lui-même a été méconnu ou violé. D'une part, le gouvernement de Pékin a manifesté son intention de se constituer un arsenal nucléaire en

procédant à des essais nucléaires au mépris de l'opinion mondiale; venant s'ajouter aux doctrines et aux politiques de Pékin, ce fait a jeté le monde dans l'angoisse, et il n'est pas exagéré d'attribuer en grande partie à ce sentiment le mouvement presque unanime qui s'est dessiné au sein de la Commission en faveur d'une conférence mondiale du désarmement. D'autre part, la France n'a pas signé le traité et elle continue ses préparatifs en vue de procéder prochainement à des essais thermonucléaires dans le Pacifique sud, ce qui cause des inquiétudes à la Nouvelle-Zélande et aux îles du Pacifique avec lesquelles elle a des liens étroits. La Nouvelle-Zélande s'est constamment opposée à ces essais dans les diverses instances des Nations Unies depuis la dix-huitième session de l'Assemblée générale. Si le monde continue de se préoccuper de la question des essais d'armes nucléaires, c'est aussi parce qu'un accord sur la cessation de tous les essais pourrait contribuer à atteindre un autre objectif essentiel: la prévention d'une nouvelle prolifération des armes nucléaires; cet objectif risque d'être compromis si l'on va même jusqu'à ne pas tenir compte du traité d'interdiction partielle.

21. La délégation néo-zélandaise partage donc le souci exprimé lors du présent débat et dans le mémorandum des huit pays non alignés membres du Comité des dix-huit puissances^{2/} de voir reprendre des négociations sérieuses en vue de la conclusion d'un traité d'interdiction totale des essais nucléaires. Or la Nouvelle-Zélande, pays géologiquement jeune et, partant, sujet à tremblements de terre, ayant acquis une certaine expérience en matière de sismologie, a manifesté un intérêt tout particulier pour les recherches entreprises par les Etats-Unis et le Royaume-Uni en vue de différencier les ondes sismiques causées par des tremblements de terre de celles que provoquent des explosions nucléaires souterraines: elle s'est rendue à l'invitation des Etats-Unis en envoyant récemment un observateur pour assister à une démonstration d'appareils de détection sismique et serait prête à collaborer à un système international de détection du type proposé par la Suède au Comité des dix-huit puissances^{3/}.

22. Comme ses propres sismologues demeurent sceptiques quant à la possibilité de faire, à l'aide de mesures sismiques, une distinction assez nette entre les tremblements de terre et les explosions nucléaires souterraines, la Nouvelle-Zélande appuie l'idée de procéder à un examen sérieux de l'état actuel de la science de détection; il faut espérer que les puissances nucléaires principalement intéressées se livreront à une telle étude dans le cadre du Comité des dix-huit puissances. Dans l'intervalle, la Nouvelle-Zélande ne saurait accepter les affirmations répétées de l'Union soviétique selon lesquelles les systèmes nationaux de détection permettraient amplement de déterminer si un traité d'interdiction complète est respecté; si les savants soviétiques ont distancé leurs collègues occidentaux dans ce domaine, ils peuvent le démontrer. Autrement, on en est réduit à conclure qu'il est encore nécessaire de demander un minimum

de trois inspections sur place par an. Il est certain qu'avec de la bonne volonté on doit pouvoir arriver à une solution de compromis raisonnable protégeant les intérêts essentiels des deux parties.

23. Si désireuse qu'elle soit de voir mettre un terme aux essais nucléaires, la délégation néo-zélandaise ne pense pas qu'à défaut d'une entente sur des mesures minimales de vérification on puisse raisonnablement exiger un moratoire non vérifié sur tous les essais souterrains: ce serait aller au-delà de ce que la résolution 1762 (XVII) demandait aux puissances nucléaires à titre de mesure intérimaire, et le sort subi par un moratoire analogue sur les essais dans l'atmosphère est un fâcheux précédent. Le texte du projet de résolution à l'examen gagnerait donc si l'on y insistait davantage sur la nécessité d'un accord concernant les méthodes de vérification et si l'on associait plus étroitement cette nécessité à la cessation de tous les essais, qui demeure le but à atteindre.

24. M. LIATIS (Grèce) déclare qu'il est regrettable, malgré le peu de temps dont a disposé le Comité des dix-huit puissances, qu'il n'ait pu faire état du moindre progrès dans les négociations urgentes sur l'extension du traité d'interdiction partielle au milieu souterrain. Toutefois, en raison de son expérience et de ses connaissances spécialisées, cet organe est le mieux placé pour traiter d'une question si complexe. Tout recommencer dans une autre instance réduirait à néant les progrès non négligeables déjà accomplis pour rapprocher des points de vue divergents. La délégation grecque espère donc que le débat actuel donnera un nouvel élan aux négociations de Genève et elle est prête à appuyer le projet de résolution à l'examen.

25. Il faut toutefois reconnaître que le Comité des dix-huit puissances se trouve dans une impasse; il est fort possible que sa spécialisation même, les documents, déclarations et précédents accumulés ont contribué à durcir les positions individuelles et que le débat actuel à la Première Commission réussisse à frayer le passage à des idées nouvelles. On sait que le problème comporte un aspect essentiellement technique; pour une même raison — les progrès techniques — l'Union soviétique en venait à déclarer que les inspections étaient superflues, tandis que les Etats-Unis réduisaient le nombre d'inspections qu'elle considérait nécessaire. Ainsi l'écart entre ces deux positions, bien que peu important, n'a pu être supprimé. Etant donné qu'une partie tend à considérer qu'inspection signifie espionnage, il faut établir si une inspection minimale est ou non indispensable et, selon la conclusion, prier l'une ou l'autre partie de modifier sa position. A cette fin, on devrait prier les parties en présence de procéder franchement à un échange des informations scientifiques disponibles; il pourrait en résulter au moins une solution partielle permettant de préciser l'ordre de grandeur au-delà duquel les moyens nationaux suffiraient à identifier les explosions nucléaires souterraines, ce qui ouvrirait la voie à l'interdiction partielle des essais souterrains suggérée par la République arabe unie et acceptée en principe par l'Union soviétique et marquerait déjà un progrès.

^{2/} Ibid., Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/227, annexe I, sect. F.

^{3/} Ibid., sect. B.

26. En l'occurrence, qui dit immobilisme dit régression: comme le faisait remarquer le représentant de la Nigéria, si les puissances nucléaires persistent à se réserver le droit de procéder à des essais souterrains, elles ne sauraient guère attendre de pays aspirant au statut de puissance nucléaire qu'ils renoncent aux essais dans le seul milieu qui soit à la portée de leurs ressources financières, c'est-à-dire dans l'atmosphère, ce qui constitue la menace la plus immédiate. Le traité d'interdiction partielle a été le fruit de négociations directes entre les puissances nucléaires, et ces mêmes puissances devraient fort bien pouvoir en étendre elles-mêmes l'application au milieu souterrain; mais comme elles n'ont pu, en fait, y parvenir, l'Assemblée générale peut les aider, comme aussi le Comité des dix-huit puissances, où la présence de pays non alignés ou non nucléaires a déjà produit des suggestions utiles, comme la proposition susmentionnée de la République arabe unie ou la proposition italienne de déclaration unilatérale de renonciation à l'acquisition des armes nucléaires pour une durée limitée. Seul un nouvel élan politique permettra aux négociations de progresser, et la délégation grecque accueille favorablement, à ce propos, la suggestion du Secrétaire général en vue d'une réunion du Comité des dix-huit puissances où les membres seraient représentés par leurs ministres des affaires étrangères.

27. Si l'on ne parvient pas à se mettre rapidement d'accord sur l'interdiction des essais souterrains, on finira par perdre l'espoir d'enrayer la course aux armements nucléaires et les chances d'une non-prolifération iront s'affaiblissant. L'Assemblée générale vient de décider de renvoyer la question d'un traité de non-prolifération au Comité des dix-huit puissances; elle doit maintenant faire de même, avec une promptitude et une unanimité égales, pour la question de l'interdiction des essais souterrains.

28. M. SHAW (Australie) dit que sa délégation souhaite ardemment de voir mettre fin aux essais nucléaires, ce qui marquerait une nouvelle étape sur la voie de la non-prolifération des armes nucléaires, qui fait elle-même partie d'un désarmement contrôlé, tant nucléaire que de type classique. Il rappelle qu'aux dernières réunions de la Commission du désarmement, en 1965, l'Australie s'est associée aux autres membres et a appuyé une résolution^{4/} confirmant l'appel que l'Assemblée générale a adressé à tous les Etats pour qu'ils deviennent parties au traité et recommandant au Comité des dix-huit puissances d'examiner par priorité la question de l'extension du traité au milieu souterrain. Elle continuera de donner son appui à d'autres résolutions et actions allant dans ce sens.

29. M. Shaw souligne le caractère partiel du traité qui d'une part n'a pas été accepté par tous les pays et d'autre part ne s'applique pas aux essais souterrains. Qu'un pays n'adhérant pas au traité décide d'entreprendre des essais dans l'atmosphère, et il compromet l'existence même du traité puisque ses signataires se réservent le droit de le dénoncer au cas où des événements extraordinaires, en rapport avec l'objet du traité, compromettraient leurs

intérêts suprêmes. Or les limitations d'un traité qui ne s'applique pas à deux des cinq puissances nucléaires deviennent de plus en plus apparentes. Pour sa part, l'Australie regrette vivement que la France souhaite se constituer un arsenal nucléaire et elle continue d'espérer que ce pays renoncera à mettre son projet à exécution. L'attitude du gouvernement de Pékin lui cause plus d'inquiétude, car il a non seulement refusé d'être lié par le traité, mais il le considère en outre comme une "duperie" et comme "diamétralement opposé aux aspirations des peuples épris de paix". Ainsi, Pékin est libre de réaliser ses ambitions nucléaires, ce qui ne laisse d'inquiéter les pays d'Asie et du Pacifique, conscients des déclarations émanant de Pékin sur l'inévitabilité, voire l'opportunité de la guerre. A ce sujet, il est assez déconcertant que la Commission semble se faire à l'idée que Pékin aurait le droit de demeurer au dehors du traité. Certes, quelques explosions nucléaires ne font pas une puissance nucléaire, mais il n'en reste pas moins que l'objectif d'un traité d'interdiction universelle se dérobe davantage avec chaque nouvel essai et qu'il devient de plus en plus difficile d'empêcher de nouveaux pays de s'engager dans la même voie. Il convient de noter que l'attitude de Pékin est à l'opposé de celle d'autres pays, dont des pays d'Asie, qui, malgré leur potentiel nucléaire, préfèrent consacrer leurs ressources au bien-être de leur population. La délégation australienne espère que la Commission saura se faire le porte-parole de l'opinion mondiale en appuyant sans équivoque un appel à tous les pays pour qu'ils acceptent les obligations du traité; elle aurait préféré trouver au paragraphe 2 du dispositif une exhortation beaucoup plus directe de la part de l'Assemblée.

30. Quant à l'autre lacune du traité, elle concerne le milieu souterrain. S'il est question au préambule du traité de l'intention des signataires d'arriver à la cessation définitive de tous les essais, et si cet engagement pèse surtout sur les puissances nucléaires, les membres du Comité des dix-huit puissances et, à vrai dire, tous les membres de la Commission ont aussi leur part de responsabilité. Il est de l'intérêt de tous qu'on puisse vérifier si un engagement est respecté; du reste, la déclaration commune sur les principes convenus pour les négociations relatives au désarmement^{5/} stipule expressément un contrôle international strict et efficace. Or on a reconnu dans le cas du traité qu'il existait un moyen national de vérifier si ses dispositions étaient respectées, et c'est précisément parce qu'on n'a pu se mettre d'accord sur le moyen de vérifier la cessation des essais souterrains que ce milieu a été exclu de la portée du traité. Il s'agit donc seulement de savoir ce qui constitue une vérification efficace au stade actuel des connaissances scientifiques. Le conflit qui oppose sur ce point les Etats-Unis et l'Union soviétique n'apparaît pas insoluble, pour autant que les deux parties fassent preuve de bonne volonté: on pourrait adopter la méthode préconisée dans le mémorandum présenté par la Suède^{6/} — un club de détection — ou encore celle dont il est question dans le mémorandum des huit pays non alignés membres du Comité des

^{5/} Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, seizième session, Annexes, point 19 de l'ordre du jour, document A/4879.

^{6/} Voir note 3.

^{4/} Ibid., Supplément de janvier à décembre 1965, document DC/225.

dix-huit puissances ^{1/} — échanges d'informations scientifiques et autres, amélioration des techniques. Il reste donc à la Commission de réaffirmer qu'elle est résolue à ce que tous les efforts soient faits en vue de conclure un traité d'interdiction complète avec une vérification efficace, quelles qu'en soient les conditions, et tel est sans doute l'objet du paragraphe 3 du projet de résolution.

31. M. Shaw aborde enfin la question d'un moratoire sur les essais souterrains, suggéré au paragraphe 1 du projet de résolution. Sa délégation aurait quelque difficulté à l'accepter sous cette forme simple; vu l'expérience peu encourageante acquise à la suite d'un autre moratoire volontaire rompu par l'Union soviétique, il est difficile de croire que les puissances nucléaires concluraient à nouveau le même type d'accord inconditionnel. La nécessité pratique commande donc d'insister auprès des principaux intéressés pour qu'ils aboutissent à un accord d'interdiction des essais souterrains, avec vérification efficace. Les mêmes considérations doivent s'appliquer à des propositions de moratoire non vérifié sur les essais souterrains en deçà d'un certain ordre de grandeur, car même de petits essais souterrains peuvent avoir leur utilité pour le perfectionnement des armes, et tout moratoire sans vérification serait la négation même des objectifs à atteindre. Sans doute l'Union soviétique éprouve-t-elle des difficultés à accepter une inspection internationale, mais M. Shaw rappelle qu'à un stade antérieur des négociations ce pays en avait approuvé le principe, au point même d'être prêt à discuter du nombre d'inspections sur place; il est donc d'autant plus regrettable que l'Union soviétique semble ne pas vouloir discuter la question de savoir ce qui constitue une vérification efficace. La délégation australienne s'associe à toutes celles qui ont adjuré les puissances nucléaires de redoubler d'efforts pour composer leurs différences, convaincue que l'écart qui les sépare est probablement plus faible qu'à aucun moment. L'Australie est une des puissances non nucléaires qui auraient à assumer certaines obligations pour faciliter la conclusion d'un accord sur la non-prolifération des armes nucléaires; la délégation australienne croit fermement qu'un traité d'interdiction complète fera beaucoup pour persuader le monde que les puissances nucléaires ont le désir réel d'accepter une limitation de leur potentiel militaire, ce qui est l'objectif essentiel.

32. Des négociations doivent se poursuivre dans un sentiment d'urgence au sein du Comité des dix-huit puissances en vue d'étendre le traité d'interdiction partielle au milieu souterrain, avec des dispositions suffisantes de vérification, et les obligations découlant du traité doivent être universellement acceptées, en particulier par les pays ayant déjà une certaine capacité nucléaire. Si l'on ne progresse pas dans ces deux directions, il est à craindre que les espoirs du traité ne s'avèrent illusoires et que la course aux armements continue au même rythme avec les conséquences désastreuses qu'elle entraîne.

33. Pour M. VAJNAR (Tchécoslovaquie), l'interdiction totale de tous les essais nucléaires serait un grand progrès car la cessation des essais mettrait un frein au perfectionnement et à la dissémination des

armes nucléaires et favoriserait la détente internationale. C'est la raison pour laquelle le traité d'interdiction partielle des essais, malgré sa portée limitée, a été accueilli avec une telle satisfaction et rapidement ratifié par plus d'une centaine d'Etats. Sa conclusion est en effet apparue comme la première étape vers l'interdiction totale de tous les essais nucléaires, et elle ne signifie pas la légitimation des explosions souterraines. Les parties au traité se sont engagées au contraire à poursuivre les négociations en vue de la cessation de tous les essais d'armes nucléaires, pour laquelle toutes les conditions indispensables sont actuellement réunies.

34. La cessation immédiate des essais souterrains est une question politique qui dépend du désir de souscrire à l'interdiction totale des essais nucléaires, c'est-à-dire de limiter la mise au point et le perfectionnement des armes nucléaires et si possible d'y renoncer. En même temps, on témoignerait de la volonté de progresser vers l'arrêt de la course aux armements nucléaires.

35. La conclusion d'un accord sur l'interdiction des essais nucléaires ne dépend pas de la solution de problèmes techniques relatifs à la détection des explosions souterraines; ces problèmes ont été résolus. En posant toutefois leurs conditions, les puissances occidentales, en particulier les Etats-Unis, poursuivent un but politique précis: justifier leur refus de conclure un accord sur la cessation complète des essais d'armes nucléaires. Les quelques dizaines d'explosions souterraines auxquelles les Etats-Unis ont procédé depuis la signature du traité, en 1963, montrent bien qui sont ceux qui ne veulent pas d'accord.

36. La Tchécoslovaquie apprécie l'initiative des pays non alignés dont les représentants ont formulé plusieurs propositions visant à jeter les bases d'un compromis. La suggestion de la République arabe unie notamment, à l'effet d'étendre les dispositions du traité aux explosions nucléaires souterraines d'une intensité sismique supérieure à 4,75, pourrait jouer un rôle utile à cet égard puisqu'en outre les puissances nucléaires accepteraient un moratoire en vertu duquel elles renonceraient à tous nouveaux essais en attendant la conclusion d'un accord sur l'interdiction totale des essais nucléaires. Adopter la proposition de la République arabe unie constituerait un grand progrès. Le Ministre des affaires étrangères de l'Inde a aussi exprimé une idée semblable au cours de la discussion générale à l'Assemblée (1358^{ème} séance plénière).

37. Au Comité des dix-huit puissances, le Gouvernement soviétique a fait savoir qu'il est disposé à régler le problème des essais souterrains sur la base de la proposition de la République arabe unie; son représentant à la Première Commission, M. Tsarapkin, l'a confirmé à la 1382^{ème} séance. Si les puissances occidentales adoptaient le même point de vue, on pourrait jeter les bases d'un règlement définitif de l'interdiction et de la cessation complète de tous les essais d'armes nucléaires. Mais, autant qu'on peut en juger, les Etats-Unis y sont opposés.

38. De nombreuses délégations ont souligné l'urgence d'une interdiction totale des essais d'armes

^{1/} Voir note 2.

nucléaires. L'Assemblée générale doit donc contribuer à la recherche d'un accord satisfaisant.

39. M. FOSTER (Etats-Unis d'Amérique) estime qu'un traité d'interdiction complète des essais d'armes nucléaires qui ferait suite au traité d'interdiction partielle répondrait à un désir presque universel, faciliterait l'adoption de mesures visant à arrêter la course aux armes nucléaires, contribuerait aux efforts tendant à empêcher la dissémination de ces armes et favoriserait une détente internationale.

40. Mais il ne suffit pas de vouloir conclure un accord: les obstacles techniques sont là. Au cours des dix dernières années, aucun autre sujet relatif au désarmement n'a été plus examiné et n'a retenu plus d'attention que l'interdiction des essais d'armes nucléaires. Le Gouvernement des Etats-Unis a joué un rôle extrêmement important et M. Foster rappelle que c'est sur l'initiative du président Eisenhower qu'une conférence technique sur la question de la cessation des essais nucléaires a eu lieu en 1958^{8/} avec l'accord de l'URSS. Lors de ces négociations et des négociations ultérieures, qui ont conduit à l'interdiction partielle des essais, et jusqu'à ce jour, le Gouvernement des Etats-Unis a cherché à approfondir ces problèmes. Il a toujours consacré des ressources importantes à la recherche sismologique afin d'améliorer les moyens de détection et d'identification des essais nucléaires souterrains. Les représentants des Etats Membres de l'ONU qui ont assisté en octobre 1965 à l'inauguration du vaste réseau d'appareils installés dans l'Etat du Montana ont pu se faire une idée de l'orientation prise par les activités de recherche aux Etats-Unis.

41. Sans vouloir décrire en détail les aspects techniques de la détection des essais souterrains qu'il a discutés amplement le 2 septembre 1965 à la 229ème séance du Comité des dix-huit puissances, M. Foster pense qu'il est utile de faire quelques remarques d'ordre général. Ce que les moyens sismiques détectent, ce sont simplement des secousses terrestres. C'est par une méthode d'interprétation complexe des données fournies par les sismographes que l'on tente de déterminer si les secousses enregistrées sont dues ou non à des causes naturelles, c'est-à-dire à des tremblements de terre et non à des explosions provoquées par l'homme. Or, la répartition géographique des tremblements de terre varie énormément bien que deux zones paraissent particulièrement exposées: celle entourant l'océan Pacifique et celle s'étendant de la péninsule du Kamchatka à la mer Noire. D'autre part, le nombre et l'intensité des tremblements de terre varient considérablement d'une année à l'autre. En outre, certains tremblements de terre se traduisent par des signaux sismiques qu'il est impossible de distinguer de ceux produits par des explosions nucléaires. L'intensité du signal sismique engendré par une explosion nucléaire varie par ailleurs avec la nature du sol dans lequel l'explosion nucléaire souterraine a lieu.

42. Le vaste programme de recherche sismologique entrepris par les Etats-Unis depuis la conférence

d'experts tenue à Genève en 1958 a permis de découvrir que la mise en place d'un vaste réseau d'appareils améliore la possibilité de distinguer le bruit de fond causé par les vibrations continues de la terre des signaux émis par un phénomène sismique. Jusqu'ici, ce bruit de fond a empêché la détection des phénomènes sismiques plus petits. Le large réseau installé dans l'Etat du Montana compte 525 sismographes répartis d'une façon spéciale sur une vaste région. Si une dizaine ou une vingtaine de réseaux de ce genre étaient installés un peu partout dans le monde, il serait possible de détecter les phénomènes produisant des signaux équivalant à des détonations nucléaires de l'ordre de quelques centaines de tonnes.

43. Cependant, une fois le phénomène décelé, il faut essayer d'en identifier la cause. L'identification exige l'enregistrement d'un signal sismique plus intense que celui nécessaire pour la simple détection. En réduisant le bruit de fond et en donnant ainsi plus de netteté au signal sismique, les grands réseaux d'appareils aideront à identifier les phénomènes sismiques. Malheureusement, certains tremblements de terre se traduisent pratiquement de la même façon que les séismes artificiels. Actuellement, on ne connaît pas de technique permettant d'identifier les explosions en tant que telles à l'aide de systèmes sismologiques situés à une grande distance, c'est-à-dire une distance qui peut-être serait celle des systèmes strictement nationaux. Mais diverses méthodes sont mises au point en vue de permettre l'identification des tremblements de terre qui, de par leurs caractéristiques, diffèrent le plus des explosions. Grâce à ces méthodes, on pourra identifier près de 80 p. 100 des séismes naturels donnant naissance à des signaux sismiques d'une puissance supérieure à quelques kilotonnes.

44. Dans le cas de l'URSS, par exemple, les 20 p. 100 des phénomènes naturels qui ne pourront être distingués des explosions possibles représentent une moyenne de 45 séismes par an. Un certain nombre de ces phénomènes pourront être identifiés à l'aide de sismographes placés dans le fond de l'océan mais, même en recourant à ces méthodes perfectionnées, un nombre important de phénomènes ne seront pas identifiés au cours d'une année donnée.

45. On ne connaît aucun moyen d'identifier ces événements sauf en procédant à des inspections sur place. Si les savants de l'URSS ou de quelque autre pays pouvaient apporter la preuve qu'il existe une méthode satisfaisante pour identifier ces phénomènes sans inspections sur place, ils contribueraient beaucoup à la solution du problème.

46. Les Etats-Unis ont déjà déclaré à la Commission et au Comité des dix-huit puissances qu'ils étaient disposés à tenir pleinement compte des moyens scientifiques existants en discutant du nombre et des modalités des inspections sur place pour contrôler une interdiction totale des essais. Ils accueillent favorablement la suggestion contenue dans le mémorandum des huit puissances non alignées^{9/} tendant à ce que les puissances nucléaires procèdent à des échanges de renseignements scientifiques et autres.

^{8/} Conférence d'experts chargée d'étudier la possibilité de déceler les violations d'un accord éventuel sur la suspension des essais nucléaires, tenue à Genève du 1er juillet au 21 août 1958.

^{9/} Voir note 2.

Puisqu'il existe un désaccord entre l'URSS et les Etats-Unis sur l'efficacité technique des méthodes de détection et d'identification sismologique, les savants des deux pays doivent discuter objectivement le problème. Malheureusement, l'Union soviétique n'a manifesté aucun intérêt.

47. L'Union soviétique prétend qu'il faut s'inspirer du traité d'interdiction partielle qui ne prévoit pas expressément de contrôle international. Les Etats-Unis au contraire pensent que le traité d'interdiction partielle justifie la position selon laquelle toute obligation internationale dans le domaine du désarmement doit s'accompagner de mesures de vérification appropriées, nationales ou internationales, dont la nature dépendra de ce qui doit être contrôlé. Quelles qu'elles soient, la vérification est absolument nécessaire. L'interdiction partielle des essais s'applique à des milieux où des moyens de vérification ont pu être mis en place de manière appropriée à une échelle nationale mais malheureusement, dans le cas d'essais souterrains, d'autres formes de vérification doivent être trouvées. Les vérifications ne doivent pas être nécessairement importunes et, contrairement aux allégations persistantes de l'URSS, elles ne serviraient nullement à des fins d'espionnage. Il suffirait d'autoriser une petite équipe d'inspection à se rendre en un point donné pour déterminer si un événement non identifiable est dû à une explosion nucléaire ou à des causes naturelles. L'Union soviétique qui, il y a quelques années, était disposée à accepter un certain nombre d'inspections sur place rejette maintenant toute inspection en prétendant que les mesures de contrôle national suffisent. Les Etats-Unis pensent qu'un certain nombre d'inspections sur place sont indispensables si l'on veut être vraiment certain que toutes les parties respectent l'accord conclu. Il serait d'ailleurs de l'intérêt de toutes les parties de faire en sorte que l'interdiction complète des essais soit durable; un accord qui n'écarterait pas ou qui pourrait même engendrer la méfiance et le soupçon serait fragile et aurait peu de chances de durer.

48. M. Foster est persuadé que les problèmes qu'il a évoqués ne sont pas insurmontables et qu'il est possible de parvenir à un accord. Il est certes toujours tentant de chercher des raccourcis. Un de ces raccourcis consisterait à proclamer un moratoire relatif aux essais nucléaires souterrains. Les Etats-Unis se sont entendus dans le passé avec l'Union soviétique pour suspendre les essais souterrains mais l'Union soviétique a repris ces essais bien qu'elle ait officiellement déclaré qu'elle ne serait pas la première à le faire. Les Etats-Unis ne sont donc pas enclins à renouveler cette fâcheuse expérience. Un moratoire risquerait d'ailleurs d'affaiblir les pressions qui s'exercent en faveur de la conclusion d'un accord permanent et son inobservation créerait un climat qui ne serait guère propice à la négociation ultérieure d'un traité d'interdiction complète. Le Gouvernement des Etats-Unis ne peut donc accepter un moratoire concernant les essais souterrains.

49. Un accord pourrait être trouvé si des deux côtés on faisait preuve de souplesse. Les Etats-Unis, pour leur part, ont déclaré qu'ils étaient prêts à assouplir leur position et ils sont toujours prêts à négocier.

Ils invitent l'Union soviétique à manifester les mêmes dispositions. Les Etats-Unis reprendront les négociations à Genève avec la ferme volonté et l'espoir d'arriver à un accord sur une interdiction complète et vérifiée.

50. M. GOLDBLAT (Pologne) pense qu'une interdiction complète des essais nucléaires freinerait la course aux armements et ouvrirait la voie à l'élimination éventuelle des armes nucléaires en empêchant les grandes puissances de poursuivre les principaux programmes de perfectionnement de leurs armes et en rendant difficile, sinon impossible, pour les puissances non nucléaires de fabriquer des armes nucléaires.

51. Pourquoi ne peut-on pas étendre les dispositions du traité d'interdiction partielle de manière qu'il interdise aussi les essais souterrains? Certains affirment que la difficulté réside dans la nécessité de s'assurer que toutes les parties respectent leur obligation. Personne n'a jamais suggéré que l'application d'un traité dans le domaine du désarmement devrait échapper à toute vérification ou faire l'objet d'une confiance aveugle. Il s'agit simplement de savoir si les mesures de vérification devraient être compatibles avec les buts du traité ou servir d'autres buts en même temps.

52. Depuis de nombreuses années, les Etats-Unis insistent sur la nécessité de prévoir des inspections sur place. Leur position ne semble pas avoir été influencée par l'amélioration des moyens de détection qui a été enregistrée depuis 1958, année où les pourparlers sur la cessation des essais ont débuté, et qu'un homme d'Etat américain a qualifiée de prodigieuse.

53. On peut, théoriquement, procéder à des essais d'une si faible puissance qu'il serait impossible de jamais les déceler par quelque moyen que ce soit. Il s'agirait là, à vrai dire, d'essais de laboratoire. Ce qui compte réellement, ce sont les essais revêtant un intérêt militaire. Or, aucune explosion d'intérêt militaire ne pourrait échapper à l'attention des réseaux existants de stations sismologiques. Au demeurant, une seule explosion ne permettrait pas de faire progresser la technique militaire et une série d'essais auraient encore moins de chance de passer inaperçue.

54. Les aspects techniques de la question sont cependant moins déterminants que ses aspects politiques. Nul ne peut forcer un Etat souverain à conclure un accord international qui ne serait pas politiquement avantageux ni conforme à ses intérêts nationaux. Un accord visant à mettre fin aux explosions nucléaires ne pouvant être que librement conclu, ses dispositions seraient respectées automatiquement. Il est en effet inconcevable qu'un Etat se risque à perdre les avantages politiques offerts par un traité d'interdiction en recourant à des essais souterrains secrets d'un intérêt militaire douteux.

55. Tout en admettant qu'il est politiquement et techniquement improbable qu'un traité d'interdiction des essais puisse être violé, certains exigent toutefois des assurances complémentaires en vue d'assurer la permanence du traité et d'affermir la confiance mise en lui. Ils proposent d'inspecter certaines régions, d'y creuser des orifices et d'en explorer les mines et les

cavités souterraines. L'intérêt de telles inspections serait fort contestable car il serait matériellement impossible à l'équipe d'inspection de se rendre partout et certaines zones, comme le prévoient les partisans de ce système, pourraient même lui être interdites. Par contre les enregistrements sismologiques fournis non seulement par la partie adverse mais aussi par des stations situées dans différents pays, y compris les pays non alignés, offriraient, en cas de violation du traité, des preuves bien plus concluantes que celles qui pourraient être réunies par une expédition armée de pioches et de foreuses.

56. Ainsi qu'il ressort du mémorandum présenté par la Suède au Comité des dix-huit puissances, des sismologues ont établi qu'il est possible de déceler des phénomènes d'une faible puissance à des distances atteignant 10 000 km. Aucun Etat ne possède donc un territoire assez vaste pour contenir ces signaux sismiques à l'intérieur de ses frontières. Les ondes propagées par les essais traversent la terre et atteignent les stations sismologiques situées sur une moitié du globe. Le Directeur du laboratoire sismologique du California Institute of Technology estime d'ailleurs que le contrôle à distance présente des avantages. On serait donc mal avisé de compter davantage sur le jugement subjectif de quelques inspecteurs que sur des données scientifiques objectives. Enfin le progrès des techniques de détection imposerait une prudence encore plus grande à un violateur éventuel.

57. Comme certains représentants l'ont indiqué, ce ne sont pas les aspects techniques du problème qui empêchent la solution. On a braqué l'attention sur le problème de l'inspection pour masquer le fait que l'on se refuse à prendre la décision politique de ne pas procéder à des essais. Lorsque cette décision aura été prise, rien ne fera plus obstacle à la conclusion d'un traité.

58. La conclusion du traité d'interdiction partielle a permis d'améliorer sensiblement le climat politique et conduit à la décision de l'URSS et des Etats-Unis de ne pas placer d'armes nucléaires dans l'espace extra-atmosphérique et à d'autres mesures importantes comme la réduction de la production de matières fissiles à des fins militaires ou l'adoption de principes juridiques devant régir l'exploration et l'utilisation de l'espace extra-atmosphérique; la conclusion d'un accord d'interdiction totale des essais nucléaires pourrait être suivie de mesures encore plus importantes dans le domaine du désarmement.

59. M. SETTE CAMARA (Brésil) constate avec découragement que, deux années après la conclusion du traité d'interdiction partielle et l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 1910 (XVIII),

il existe des pays qui, au lieu de contribuer aux efforts en vue de mettre totalement fin aux essais d'armes nucléaires, insistent pour perfectionner leurs moyens de destruction massive.

60. La délégation brésilienne s'est félicitée que les Etats-Unis, le Royaume-Uni et l'Union soviétique soient parvenus à signer un traité auquel plus d'une centaine de pays ont adhéré. Elle ne saurait cependant taire son inquiétude devant la soudaine répugnance de ces Etats à conclure un traité prévoyant l'interdiction totale des essais nucléaires. Elle a toujours refusé de reconnaître à un pays quelconque le droit d'entreprendre des essais nucléaires dans quelque circonstance que ce soit, et elle ne peut qu'appuyer ce qu'a dit le représentant de l'Inde à la 1384ème séance, à savoir que les explosions nucléaires constituent un crime indéfendable contre la génération actuelle et les générations à venir.

61. Malgré le problème des inspections, et ses difficultés techniques, un progrès n'est pas impossible: les huit pays médiateurs ont déjà fait de nombreuses propositions en vue d'un accord que les puissances nucléaires pourraient accepter, relatif à la suspension des essais d'une intensité dépassant un certain seuil.

62. Si l'on veut aboutir à un accord, il faut mettre pleinement en lumière les divergences de vues qui sont apparues entre les puissances nucléaires. En créant des sous-comités techniques auxquels seraient soumises les questions complexes susceptibles d'entretenir la méfiance et de retarder les négociations, on parviendrait peut-être à rapprocher les points de vue. A cet égard, la délégation brésilienne ne peut manquer de se déclarer satisfaite de la proposition formulée par la Suède dans le mémoire qu'elle a adressé au Comité des dix-huit puissances. La coopération scientifique internationale pourrait jouer un plus grand rôle dans la détection et la différenciation d'un certain nombre de phénomènes sismiques qui en raison de leur faible puissance ne peuvent pas être convenablement détectés par les seuls systèmes nationaux de contrôle.

63. Rappelant que l'Assemblée générale vient d'adopter une résolution définissant les principes qui doivent guider le Comité des dix-huit puissances dans l'élaboration d'un traité visant à empêcher la prolifération des armes nucléaires, M. Sette Camara s'étonne que la volonté politique dont les puissances nucléaires font preuve pour empêcher les pays qui en sont capables de fabriquer des armes nucléaires ne se manifeste pas lorsqu'il s'agit de décider l'arrêt immédiat de tous les essais nucléaires.

La séance est levée à 13 h 20.